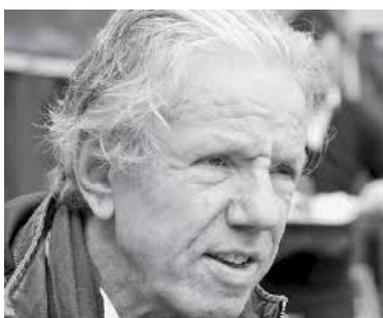


<http://ujfp.org/spip.php?article5458>



Boycotter et sanctionner Israël, il n'y a pas d'alternative.

- L'UJFP en action - Les plumes de l'UJFP -



Date de mise en ligne : mardi 7 mars 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Ce texte, écrit le 3 février vient d'être publié par le mensuel "Courant Alternatif".

Mai 2016 : nous nous trouvons à al-Mugraga, un bidonville insalubre de la bande de Gaza où des Bédouins, chassés en 1948 de leurs terres, vivent toujours sans maison, sans eau, sans électricité, sans toilettes ... Un vieux Bédouin qui a connu le nettoyage ethnique de 1948, apprenant que nous sommes français, nous demande : "et à propos, que pensez-vous de l'initiative française ?" Dans la pire des situations, même s'il n'y croit pas, il s'accroche à toute leur d'espoir.

Une "communauté internationale" qui a presque toujours failli.

On nous a souvent répété en Palestine les propos suivants : "cette guerre est venue de l'étranger. Il y a eu le vote du plan de partage de 1947. Il y a eu l'admission à l'ONU d'Israël alors que ce pays violait la résolution 194 sur le retour des réfugiés chez eux et détruisait leurs villages. En 1967, l'ONU a toléré le viol de la résolution 242 sur l'évacuation des territoires occupés. Aujourd'hui, avec la colonisation et le blocus de Gaza, c'est pire. Alors la solution viendra à la fois de la résistance/résilience de la société palestinienne et de la solidarité internationale qui imposera le droit."

La résistance, nous l'avons constatée, aussi bien en Cisjordanie qu'à Gaza. Face à l'apartheid et au projet israélien de faire des Palestiniens les Américains du Proche-Orient, ils/elles continuent à maintenir le lien social et à croire en l'avenir. Les enfants sont scolarisés avec un effort énorme pour la réussite scolaire ou universitaire. Ils/elles multiplient les structures de partage et de solidarité englobant les plus pauvres. Ils/elles s'acharnent à produire coûte que coûte et à ne pas devenir des assistés-e-s. Ils/elles continuent à résister pacifiquement face à la colonisation, au mur, au blocus, aux exécutions extrajudiciaires, à l'emprisonnement massif, aux humiliations ...

La solidarité internationale, elle progresse, elle existe à la base. Il est symptomatique de voir qu'en France, il existe des comités soutenant les droits du peuple palestinien partout, y compris dans les petites villes et les zones rurales.

Mais dès qu'on passe au niveau des États, de l'Union Européenne ou de l'ONU, c'est l'horreur.

Il y a eu dès 1947 un consensus des puissants de ce monde pour rayer la Palestine de la carte. "Les vieux mourront, les jeunes oublieront" avait dit Ben Gourion.

Mais la Palestine n'a jamais cessé d'exister, malgré l'impunité offerte en quasiment toute circonstance aux dirigeants israéliens. Deux fois dans son histoire, Israël a été (légèrement) sanctionné et cela s'est aussitôt traduit par un recul. En 1957, le Conseil de Sécurité unanime a exigé le retrait israélien du Sinaï fraîchement conquis. Moshé Dayan a obtempéré. En 1991, Georges Bush (père) voulait remodeler le Proche-Orient en profitant de la chute de l'URSS. Le Premier ministre israélien de l'époque, Shamir, refusait toute négociation. Bush a fait tomber son gouvernement en menaçant de ne pas garantir l'emprunt finançant l'immigration des Juifs soviétiques..

Il est donc clair qu'on peut faire reculer Israël et que la complicité dont jouit cet État est un choix politique et pas une fatalité.

Après la création de l'OLP et l'occupation de 1967, l'ONU a affirmé (en 1974, il y a 43 ans) les "droits inaliénables du

peuple palestinien" ! Arafat avait pu s'exprimer, établir clairement la distinction entre judaïsme et sionisme et proposer une paix basée sur le "vivre ensemble". C'est sciemment que l'ONU a protégé Israël pour empêcher une telle solution.

Oslo et le mirage du processus de paix

En signant les accords d'Oslo, la direction palestinienne a accepté des concessions incroyables : elle s'est résignée à un État palestinien-croupion réduit au mieux à 22 % de la Palestine historique. Elle a signé sans obtenir rien de précis, ni sur la colonisation (et Rabin a installé juste après 60000 nouveaux colons), ni sur Jérusalem. Et elle a renoncé de fait au droit au retour des réfugiés qui ne peut avoir de sens que s'il se fait dans l'ensemble de la Palestine historique.

La réaction d'Israël a été d'exiger que l'Autorité Palestinienne "assure la sécurité d'Israël", de boucler les territoires palestiniens et de licencier celles et ceux qui travaillaient en Israël. Quand, après une répression terrible, Arafat a refusé de signer à Taba (en 2001) ce qu'il estimait à juste titre être une capitulation, Clinton et Barak lui ont dit (lire Charles Enderlin à ce sujet) : "tu signes ou tu es un homme mort et nous te ferons porter la responsabilité de l'échec." Et c'est ce qui s'est passé.

Dans les années qui ont suivi, la communauté internationale a multiplié des pseudo-négociations qui étaient autant d'exigences de capitulation envers les Palestiniens : Annapolis, feuille de route, quartet, sommets ... Autant de poudre aux yeux misérable. Toujours, la "communauté internationale" a parlé "d'équilibre" et de "modération", mettant sur le même plan la victime et le bourreau, l'occupé et l'occupant, et garantissant l'impunité au rouleau compresseur colonial et aux auteurs de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité.

"Oslo a échoué, c'est fini. On espérait par Oslo obtenir un État indépendant. Nous ne l'avons pas obtenu. Le nombre de colonies s'est multiplié et la division est arrivée. L'occupation a tué Oslo". C'est Amal Hamed, dirigeante à Gaza du Fatah (le parti qui a imposé Oslo) qui nous a fait cette déclaration en 2016.

Obama est sans doute le plus parfait exemple de la duplicité de la communauté internationale. Il aura certes fait un discours courageux au Caire (2009) et tenu des propos contre la colonisation. Mais, sauf une fois quelques jours avant l'arrivée de Trump, il aura systématiquement protégé Israël avec le veto américain au Conseil de sécurité. Il aura offert à Nétanyahou, juste après le massacre de "Bordure Protectrice" à Gaza (2014) plus de 3 milliards de dollars pour qu'Israël reconstitue son stock de munitions et il aura garanti un prêt de 38 milliards sur 10 ans pour qu'Israël achète ... des armes américaines.

Idem pour Hollande. Il a criminalisé le BDS. En voyage en Palestine, il a demandé aux Palestiniens d'abandonner leur rêves fous : les blocs de colonie, Jérusalem, le droit au retour des réfugiés. Pendant "Bordure Protectrice", l'ambassade de France à Tel-Aviv a organisé un bal de solidarité ... avec Israël.

Franchement, Nétanyahou serait idiot de changer de politique. Non seulement, quoi qu'il fasse, il n'est pas sanctionné, mais on lui fait des cadeaux somptueux.

Que peut-on attendre de la diplomatie ?

Il existe dans le mouvement de solidarité pour la Palestine des forces qui privilégient l'action auprès de l'ONU, de l'Union Européenne ou des gouvernements, bref qui multiplient le lobbying.

Bien sûr, c'est utile, ça essaie de contrebalancer un lobbying sioniste extrêmement efficace. Quelque chose comme la résolution 2334 du Conseil de Sécurité (2016) affirmant que la colonisation est illégale est une bonne chose. Cela démontre l'impopularité d'un régime israélien qui se comporte en permanence en voyou meurtrier.

Mais sur le terrain, cela n'a pas le moindre effet.

Il faut comprendre que ce n'est pas parce qu'ils sont mal informés que la quasi-totalité des dirigeants occidentaux sont complices d'Israël. Ils savent ce qui se passe, des diplomates nous l'ont confirmé : les gouvernements sont au courant des emprisonnements, des exécutions, des vols de terre, des destructions de maison ... Mais Israël, morceau avancé d'Occident en plein Proche-Orient, pays européen surarmé aux technologies de pointe, modèle de surveillance, d'enfermement et de répression des populations jugées dangereuses est fondamentalement ce qu'ils souhaitent. Un État d'Israël qui accepterait de vivre en paix et dans l'égalité avec ses voisins ne les intéresse pas. Pour tenir le Proche-Orient, l'Occident a besoin d'Israël et des pays féodaux, esclavagistes et patriarcaux du Golfe.

Il n'y a AUCUN espoir qu'à froid, les dirigeants occidentaux se décident à siffler vis-à-vis d'Israël la fin de la récréation ou plutôt la fin de l'impunité. Une telle décision ne pourra être que la conséquence d'un pas en avant de la solidarité internationale et de la résistance palestinienne capables ensemble d'imposer des sanctions comme cela s'est fait autrefois pour l'Afrique du Sud. D'où l'importance fondamentale du BDS.

Un État, deux États et l'initiative française

Nous avons systématiquement posé deux questions à nos nombreux interlocuteurs à Gaza : "Pourriez-vous vivre avec les Juifs ?" et "Êtes-vous pour un État ou deux États ?"

Sur la première question, la réponse a été générationnelle. C'est oui pour les plus âgés qui ont vécu avec des Juifs avant la Nakba ou qui ont travaillé en Israël. C'est non pour les jeunes. L'écrasante majorité des moins de 25 ans n'est jamais sortie de la cage et ne connaît des Israéliens que les soldats.

Sur un ou deux États, il y a une incroyable diversité de réponses.

Parmi les partisans de deux États, il y a ceux qui ne veulent pas vivre avec des Juifs. Beaucoup nous disent : "ce n'est pas la justice, mais le monde est mauvais. On est obligé d'accepter." Certains craignent d'être dominés par les Israéliens dans le cadre d'un seul État. Tous exigent le droit au retour des réfugiés et en déduisent que deux États, ce ne sera pas la fin du conflit.

Parmi les partisans d'un seul État, il y a bien sûr ceux qui continuent de défendre ce qui fut la position historique de l'OLP : "un seul État où musulmans, chrétiens, juifs et non-croyants vivraient ensemble dans l'égalité des droits". Mais on rencontre des partisans d'un seul État palestinien (avec drapeau palestinien). Quels Israéliens pourraient rester dans cette configuration ? Là aussi les avis divergent.

Dire que les Palestiniens sont globalement favorables à l'idée : "nous sommes représentés par l'Autorité Palestinienne et nous nous battons pour l'agenda d'Oslo, à savoir un État sur 22% de la Palestine" est un pur mensonge. Il n'y a plus aucune unité sur cette stratégie.

Il faut dire qu'on est dans une situation paradoxale :

La solution à deux États telle qu'elle avait été imaginée à Oslo est définitivement morte et ce sont les dirigeants israéliens qui l'ont achevée.

La position historique de l'OLP est la plus juste mais, pour l'instant, une majorité des Israéliens considère que la fin de l'État juif signifie "les Juifs à la mer".

Le projet sioniste initial (un État juif homogène) a été définitivement détruit par la colonisation : aujourd'hui, entre Méditerranée et Jourdain, les Palestiniens sont aussi nombreux que les Juifs israéliens et seront bientôt majoritaires.

Aujourd'hui, il y a la pire forme d'État unique : les Israéliens possèdent le pouvoir politique, la force militaire et l'essentiel des terres et des richesses. Ils ont fragmenté la société palestinienne (Cisjordanie, Gaza, Jérusalem Est, Palestiniens d'Israël, réfugiés, prisonniers ...). Ce régime porte un nom : l'apartheid et on a du mal à imaginer qu'il puisse être éternel. Dans quelques décennies, les États-Unis ne seront peut-être plus les maîtres du monde et leurs intérêts ne coïncideront peut-être plus avec ceux des dirigeants israéliens. Ceux-ci ayant détruit toute possibilité de compromis, qu'advient-il ?

C'est ce contexte qui explique l'initiative française.

Un certain nombre de dirigeants du monde occidental comprennent que l'absence de tout compromis signifie, pour de longues années, une stratégie de la tension avec une extrême droite faisant régner sa loi à Tel-Aviv comme à Washington. Cette stratégie veut dire une guerre de plus ou moins basse intensité actuellement, des crises imprévisibles, une rupture possible avec les régimes arabes actuellement complices et peut-être à terme la disparition de l'État juif, les riches qui ont un double passeport partant en Occident et les pauvres vivant avec les "Arabes".

L'initiative française est une tentative de proposer une alternative à cette guerre sans fin qui préserverait l'État juif. En Palestine, nous avons rencontré des gens sincères qui veulent y croire. Après des années de souffrance, ils s'accrochent à tous les espoirs. Un Palestinien qui a connu tous les combats y compris au Liban nous a dit : "on va nous proposer un État palestinien avec juste Gaza et quelques morceaux de désert. Comme nous sommes trop faibles, nous serons obligés d'accepter."

La plus grande faiblesse de l'initiative française n'est pas qu'elle essaie de ressusciter un projet (celui de deux États "côte à côte") qui est injuste au fond et cliniquement mort. C'est qu'une fois de plus, elle fait totalement l'impasse sur la seule démarche qui pourrait faire bouger les lignes : SANCTIONNER ISRAËL.

Prendre les choses par le bon bout

Les initiateurs palestiniens de l'appel au BDS de 2005 ne sont pas posé la question d'un, deux ou cinquante États. Ils ont exprimé des revendications universelles : les Palestiniens ont droit à la liberté, à la justice et à l'égalité.

La liberté, c'est-à-dire la fin de l'occupation et de la colonisation, la libération des prisonniers, la destruction du mur, la fin du blocus de Gaza ...

L'égalité concerne essentiellement une composante oubliée du peuple palestinien : ceux qui vivent en Israël. La destruction en cours du village bédouin d'Umm al-Hiran dans le nord du Néguev où la population résiste malgré la violence (2 morts le 18 janvier) montre que, bien qu'ils soient citoyens israéliens, les Palestiniens d'Israël vivent une situation de discriminations et d'apartheid.

La justice, c'est une constatation simple : le crime fondateur de cette guerre, c'est l'expulsion délibérée en 1948-9 de la majorité des Palestiniens de leur propre pays. Le droit au retour est donc imprescriptible. On pourrait rajouter qu'imaginer un "retour" dans les seuls territoires occupés depuis 1967 n'a aucun sens : les réfugiés forment déjà les 3/4 de la population d'une bande de Gaza surpeuplée.

Les initiateurs du BDS ne se sont pas préoccupés de considérations sur l'illégalité des produits des seules colonies. L'exemple de Soda Stream est édifiant. Pour contourner le BDS, cette multinationale a fermé son usine située dans la colonie de Mishor Adoumim pour s'installer près de Rahat, dans ce Néguev où les Bédouins palestiniens (citoyens israéliens) sont en train d'être parqués ou expulsés. Y aurait-il des colonialismes "légitimes" ? Si on pense que non, il faut bien sûr boycotter Soda Stream.

Dans toute solution à un conflit, les mots et les gestes sont importants. La "communauté internationale" et les négociateurs d'Oslo ont voulu éviter une question-clé : le nettoyage ethnique de 1948-9 était illégitime. Ne pas le reconnaître, ne pas s'affronter aux mythes fondateurs d'Israël (la "terre sans peuple pour le peuple sans terre", la fable des "Arabes partis d'eux-mêmes", de "l'exil des Juifs et leur retour chez eux" ou du "seul État démocratique du Proche-Orient"), tout ceci a abouti à un non-sens. Faire la paix, ce n'est pas réparer seulement 1967 (la conquête et la colonisation de la Cisjordanie, de Jérusalem et de Gaza). Une vraie négociation, c'est avant tout reconnaître et réparer la Nakba.

C'est la condition qui permettra aux Juifs israéliens de rester exactement comme la reconnaissance du caractère criminel de l'apartheid a permis aux Blancs Sud-Africains de rester.

L'idée que, sans sanction et avec des manoeuvres diplomatiques, quelque chose bougera est une dangereuse illusion. Les Israéliens jouissent aujourd'hui de privilèges liés à la situation coloniale que le sionisme a engendrée. On n'a jamais vu des colonialistes accepter de leur plein gré une forme quelconque d'égalité.

Il n'y a aujourd'hui aucun espoir sérieux et aucune piste de lutte autre que le BDS et le soutien à la résistance palestinienne sous toutes ses formes.

Le BDS doit être total : boycott économique et commercial, pression sur toutes les institutions financières pour qu'elles désinvestissent d'Israël (et de nombreux succès ont été engrangés), pression sur tous les pays pour qu'ils rompent les accords économiques et les relations diplomatiques. Mais aussi boycott syndical (visant à expulser le syndicat sioniste Histadrout de toutes les institutions). Boycott sportif (ne jamais oublier l'impact qu'a eu l'expulsion de l'Afrique du Sud des Jeux Olympiques).

Boycott militaire. Bien sûr, on n'achète personnellement ni drones, ni engins de mort. Mais manifester à Eurosatory devient doublement indispensable et peut avoir des résultats : nos gouvernements ont beau être admiratifs et envieux de la façon dont Israël enferme et réprime les Palestiniens, ils ont renoncé à acheter leurs drones.

Boycott culturel et universitaire. Ce point est très important. Avant même l'appel palestinien de 2005, le PACBI (campagne palestinienne pour le boycott culturel et universitaire d'Israël) avait lancé le mouvement. Toutes les universités israéliennes participent de façon importante au complexe militaro-industriel. Certaines ont créé des annexes dans les territoires occupés. Parce qu'Israël a une économie de start-up, parce qu'une partie de sa puissance vient de la "Silicon Valley" israélienne près de Haïfa, il faut attaquer ce secteur. Des universitaires israéliens du mouvement "Boycott de l'Intérieur" nous adjurent de le faire.

Dans leur livre "Un boycott légitime", Eyal Sivan et Armelle Laborie parlent de la puissance de la propagande israélienne, la hasbara qui en hébreu voudrait plutôt dire "explication".

Boycotter et sanctionner Israël, il n'y a pas d'alternative.

L'apartheid israélien tire un énorme profit des artistes étrangers qui viennent se produire en Israël. Et, presque systématiquement, les autorités israéliennes chapeautent les tournées des artistes israéliens. Le boycott culturel n'interdit pas de lire Avraham Yehoshua ou de voir les films d'Amos Gitaï. Il appelle à les boycotter s'ils acceptent de voyager et de parler sous l'égide d'une institution officielle israélienne. L'écrivain Amos Oz l'a parfaitement compris. Il a fait une déclaration qui indique qu'il refusera à l'avenir tout rapport avec les autorités de son pays dans ses tournées.

Pour reprendre toujours Eyal Sivan. Il est peu probable que le boycott mette à genou l'économie israélienne, même s'il commence à lui porter des coups sérieux. Mais il porte un coup terrible à l'image d'Israël. Environ 15% des Juifs israéliens vivent à l'étranger. Ce pays est un des plus "mondialisés". Une mise à l'index idéologique de son régime aura une influence capitale.

L'autre impact du BDS, c'est sur les gouvernements occidentaux. Alors que les opinions publiques basculent de plus en plus vers les droits du peuple palestinien, la complicité des gouvernements et des institutions européennes peut cesser si nous parvenons à faire monter en pression le BDS et si nous cassons les dernières hésitations.

On le voit "l'initiative française" est bien loin de cette problématique. Fabius avait songé à menacer Israël d'une reconnaissance unilatérale de l'État palestinien si Israël refusait de bouger. Et avec Hollande et Ayrault, cette timide perspective a disparu.

Avec Trump et le tiercé fasciste Nétanyahou-Bennet-Liberman, on va basculer dans une nouvelle période. Il ne sera plus question dans ce camp-là de "processus de paix". On parlera ouvertement d'annexion et d'expulsion. Dans le cadre du "choc des civilisations", Israël sera l'incarnation du "bien" (contre le mal). L'Autorité Palestinienne qui avait servi jusque-là à faire croire à la paix, ne servira plus à rien dans la configuration d'un apartheid ouvert et assumé. Et les régimes arabes favorables à l'Occident seront dans une contradiction devenue ingérable.

Les dirigeants mondiaux qui redoutent cette issue vont se retrouver devant le choix d'accepter ou de ne pas accepter cette guerre des civilisations.

À nous d'imposer les sanctions !

Pierre Stambul